

A large, faint, grey background graphic featuring a central gear. Surrounding the gear are various icons: a smartphone, a calculator, speech bubbles, a thought bubble with a question mark, a dollar sign, a microphone, and a globe.

Baromètre sur le financement et l'accès au crédit des PME

- Vague 16 -



Décembre 2012

Etude réalisée pour : **KPMG et CGPME**

Echantillon : Echantillon de **402** dirigeants d'entreprise, représentatif des **entreprises françaises de 10 à 500 salariés**.

Afin de disposer d'effectifs suffisants par secteur et taille de l'entreprise, l'échantillon a été raisonné, puis chaque catégorie a été ramenée à son poids réel lors du traitement informatique des résultats. L'échantillon a été stratifié par région.

Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées.

Dates de terrain : Du 10 au 14 décembre 2012

Rappel Méthodologie des précédentes vagues d'enquête :

Septembre 2012 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 17 au 21 septembre 2012

Juin 2012 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 29 mai au 5 juin 2012

Mars 2012 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 20 au 26 mars 2012

Décembre 2011 : Etude réalisée auprès de 403 dirigeants d'entreprise, du 13 au 19 décembre 2011

Septembre 2011 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14 au 20 septembre 2011

Juin 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 23 au 30 mai 2011

Mars 2011 : Etude réalisée auprès de 401 dirigeants d'entreprise, du 14 au 18 mars 2011

Décembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 09/12/2010 au 14/12/2010.

Septembre 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 13/09/2010 au 17/09/2010.

Juin 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 07/06/2010 au 10/06/2010.

Mars 2010 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 22/03/2010 au 26/03/2010.

Janvier 2010 : Etude réalisée par téléphone auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 06/01/2010 au 12/01/2010.

Septembre 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 14/09/2009 au 21/09/2009.

Juin 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 27/05/2009 au 05/06/2009.

Février 2009 : Etude réalisée auprès de 402 dirigeants d'entreprise, du 16/02/2009 au 20/02/2009.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



Site web



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

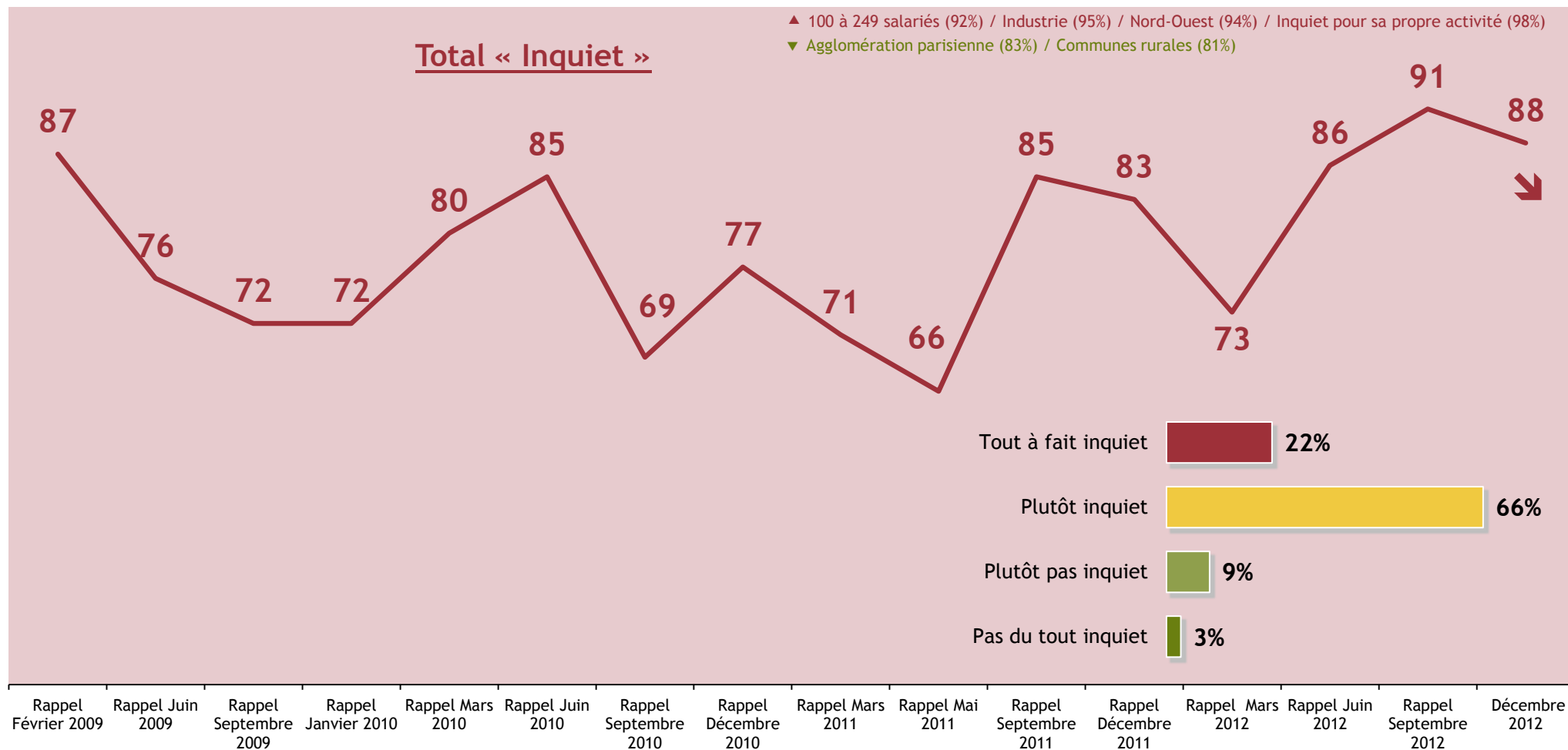
La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de 400 personnes, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 3. Le vrai pourcentage est donc compris entre 7% et 13%.

A | L'impact du contexte économique sur les demandes et l'accès au crédit des PME

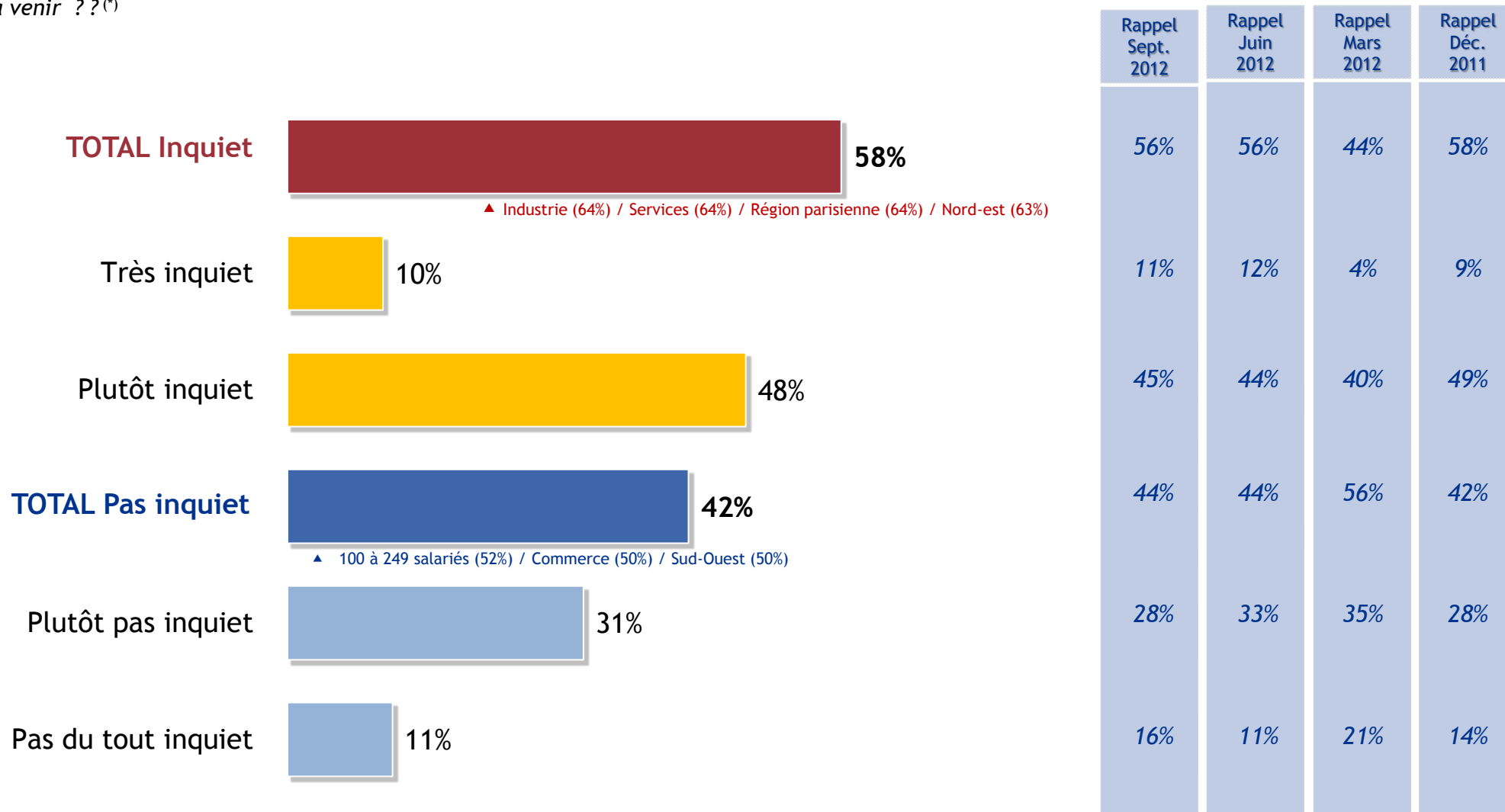
Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



(*) Jusqu'en juin 2010 l'intitulé exact de la question était : « Vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ? »

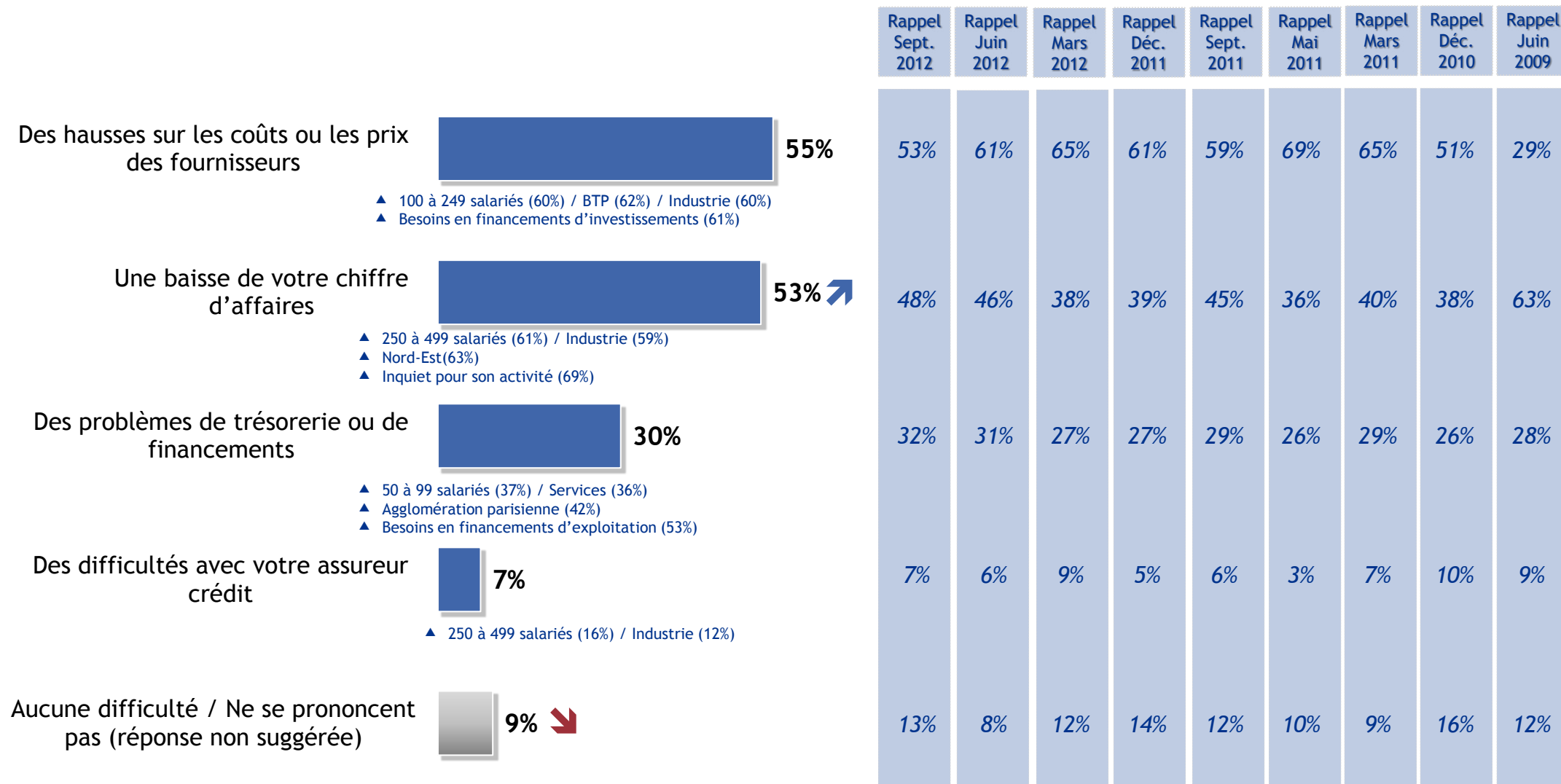
L'inquiétude pour son activité pour les mois à venir

Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet pour votre activité pour les mois à venir ?? (*)



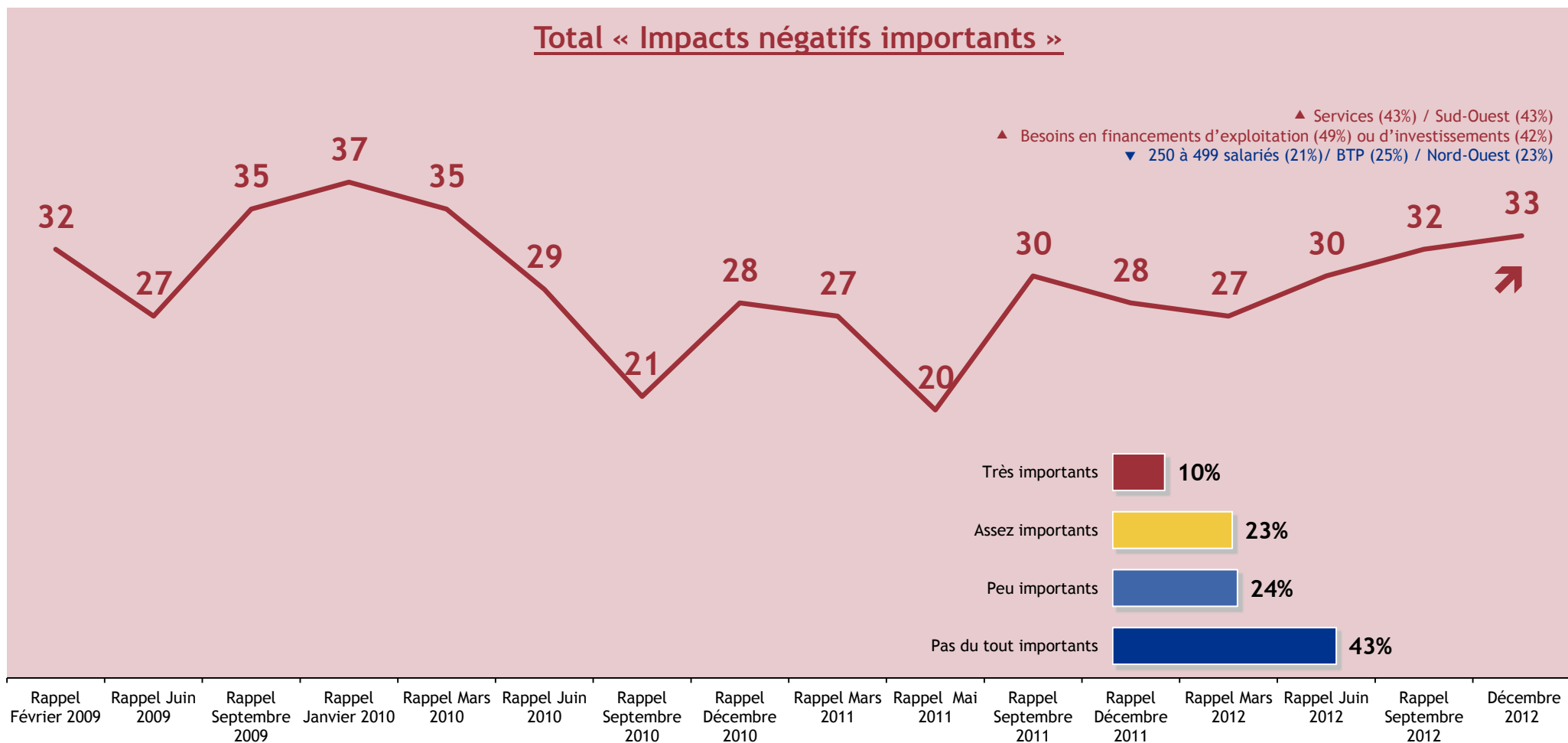
(*) Jusqu'en juin 2012 l'intitulé exact de la question était : « Vous personnellement, en pensant à l'année 2012, diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout inquiet pour votre activité ? »

Question : Quelles sont les principales difficultés que votre entreprise rencontre aujourd'hui ?



Les effets négatifs de la situation économique sur l'accès au crédit de son entreprise

Question : Est-ce que la situation économique actuelle a des impacts négatifs sur vos conditions d'accès aux crédits auprès de votre (vos) banque(s) ? Des impacts négatifs ...



Question : Quels sont actuellement vos besoins de financements ?

AU MOINS UN



Dont : Financements
d'exploitation (trésorerie,
escomptes ...)



▲ 50 à 99 salariés (52%) / Agglomération parisienne (47%)
▲ Sud-Ouest (51%)

Dont : Financements
d'investissements



▲ 50 salariés et plus (40%)
▲ Services (46%) / Industrie (42%) / Communes rurales (42%)

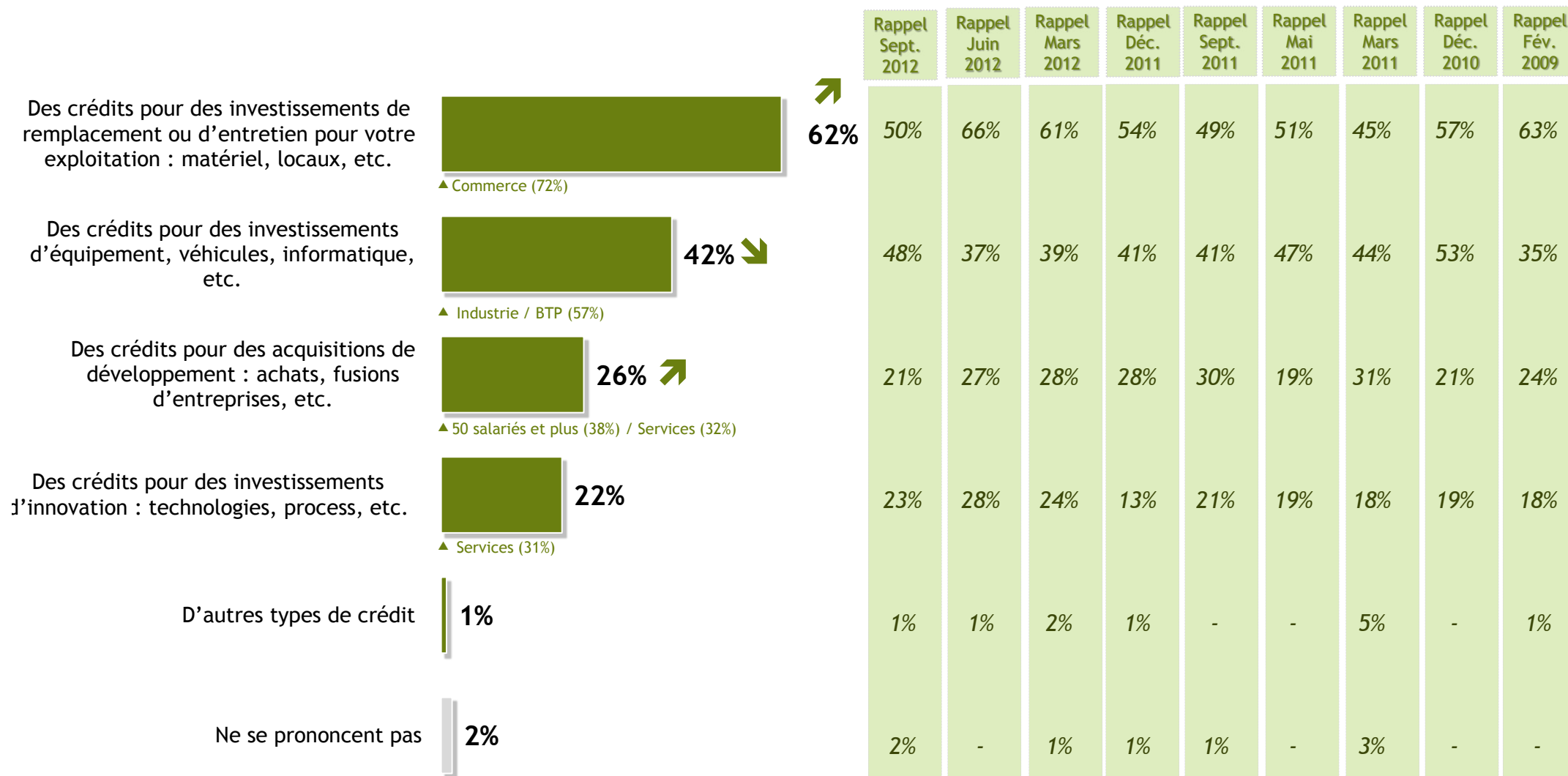
Aucun besoin / ne se prononcent
pas



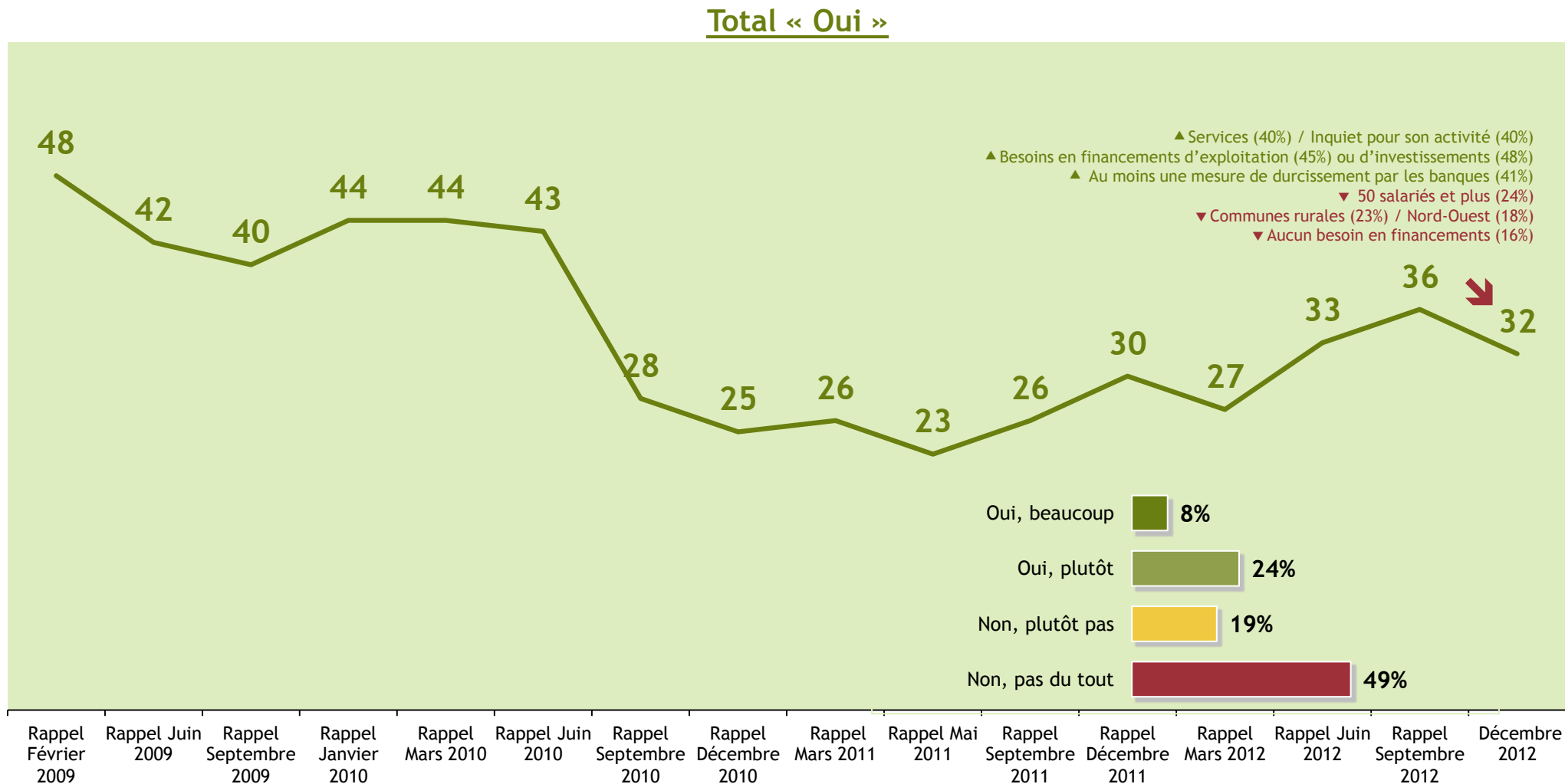
▲ Nord-Ouest (48%) / BTP (47%)

Rappel Sept. 2012	Rappel Juin 2012	Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Février 2009
69%	68%	60%	65%	66%	63%	61%	60%	63%
40%	36%	31%	32%	33%	33%	34%	33%	34%
40%	42%	36%	44%	42%	39%	36%	36%	36%
31%	32%	40%	35%	34%	37%	39%	40%	37%

Question : De quels types de crédits avez-vous besoin pour financer vos investissements ?



Question : Est-ce que, en raison de difficultés d'accès au crédit, vous vous restreignez dans vos investissements et vos demandes auprès de votre (vos) banque(s) ?



B | Le regard des PME sur les relations avec les banques

Question : Est-ce que votre banque ... ?

- Récapitulatif : Oui -

Finance avec des frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités (1)

43%

Demande des garanties supplémentaires

42% ↗

Finance seulement après avoir demandé d'autres cofinancements (cautions) (2)

29%

Réduit des crédits ou des facilités de trésorerie (réduction de comptes courants)

28% ↘

Finance après beaucoup de délais (attentes d'acceptation)

28%

Rappel Sept. 2012	Rappel Juin 2012	Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Février 2009
42%	47%	44%	46%	50%	48%	45%	43%	40%
36%	41%	33%	31%	34%	36%	36%	32%	26%
32%	27%	29%	25%	31%	31%	29%	29%	34%
36%	29%	30%	30%	27%	32%	23%	25%	18%
28%	25%	22%	21%	23%	20%	21%	21%	23%

Au moins une mesure de durcissement : 71% ↗

Rappel Septembre 2012 : 66% / Rappel Juin 2012 : 73% / Rappel Mars 2012 : 68% / Rappel Décembre 2011 : 68% / Rappel Septembre 2011 : 71% / Rappel Mai 2011 : 74% / Rappel Mars 2011 : 70% / Rappel Décembre 2010 : 64% / Rappel Septembre 2010 : 68% / Rappel Juin 2010 : 81% / Rappel Mars 2010 : 76% / Rappel Janvier 2010 : 75% / Rappel Septembre 2009 : 77% / Rappel Juin 2009 : 64% / Rappel Février 2009 : 59%

▲ Sud-Ouest (82%) / Nord-Est (78%) / Besoins en financements d'exploitation (82%) ou d'investissements (80%)

▼ 250 à 499 salariés (53%) / Communes rurales (62%)

(1) Jusqu'en mars 2010, l'intitulé exact était : « Finance avec des taux ou frais élevés ou à des montants plus faibles que souhaités. »

(2) Jusqu'en juin 2010, l'intitulé exact était : « Finance seulement après avoir demandé d'autres cofinancements ou des garanties (cautions) »

Question : Compte tenu de votre relation avec votre ou vos banque(s), envisagez-vous ... ?

- Récapitulatif : Oui -

D'examiner les conditions d'autres banques concurrentes



39%

- ▲ 250 à 499 salariés (47%) / BTP (45%) / Services (46%)
- ▲ Au moins une mesure de durcissement par les banques (46%)
- ▲ Besoins en financements d'investissements (52%)

De réexaminer vos lignes de crédit*



36%

- ▲ 100 salariés et plus (45%)
- ▲ Besoins en financements d'exploitation (46%) ou d'investissements (48%)
- ▲ Au moins une mesure de durcissement par les banques (43%)

Rappel Sept. 2012	Rappel Juin 2012	Rappel Mars 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Sept. 2011	Rappel Mai 2011	Rappel Mars 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Février 2009
41%	48%	48%	39%	40%	44%	47%	45%	49%
35%	35%	36%	36%	37%	33%	35%	40%	49%

D'examiner les conditions d'autres banques concurrentes

16%

23%

26%

35%

De réexaminer vos lignes de crédit

14%

22%

32%

32%

■ Oui, certainement

■ Oui, probablement

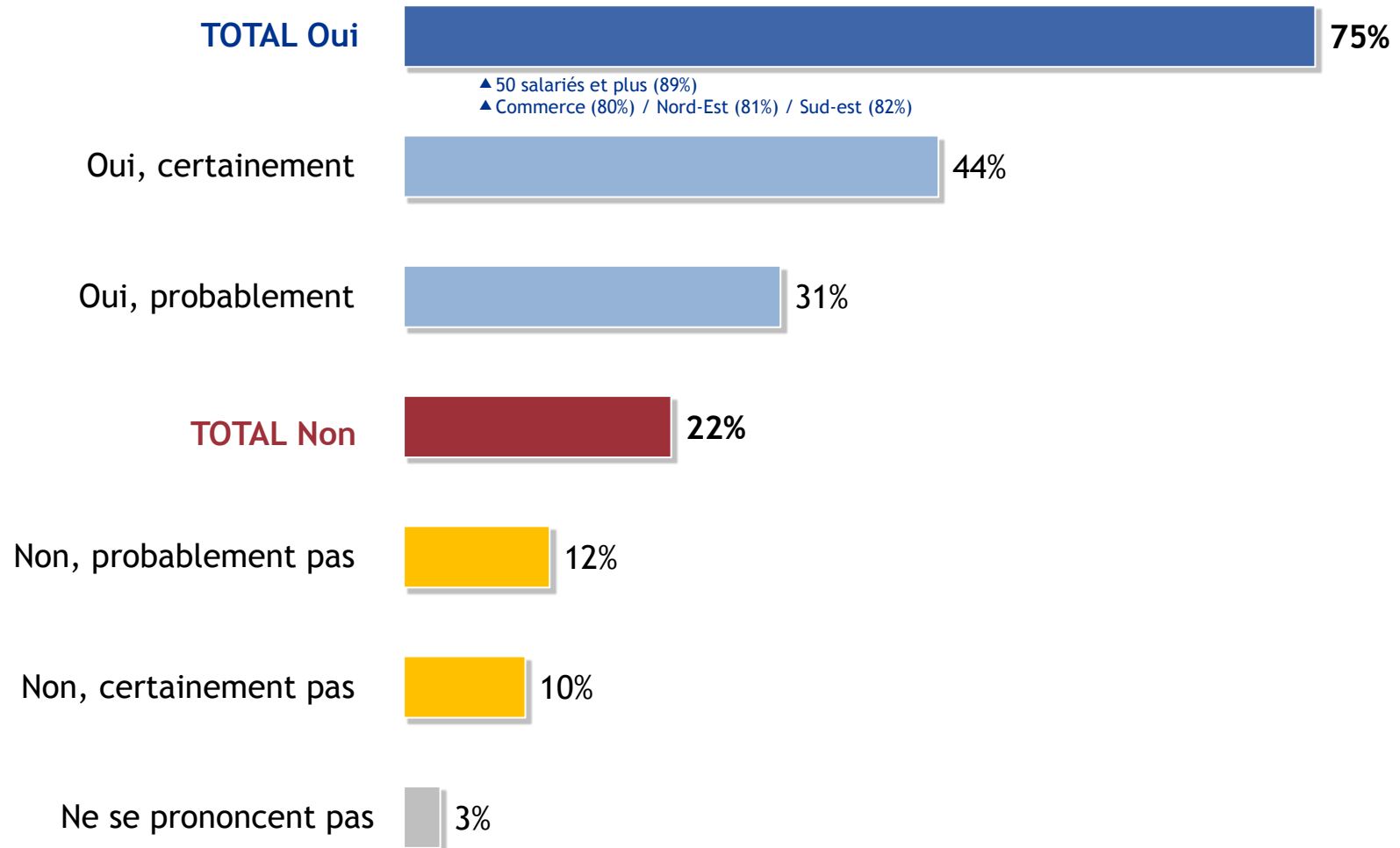
■ Non, probablement pas

■ Non, certainement pas

(*) Lors des vagues précédentes l'intitulé exact était : « Réexaminer vos placements, votre trésorerie, ou vos lignes de crédit. »

Le niveau de préparation de son entreprise au passage aux nouveaux modes de paiements européens

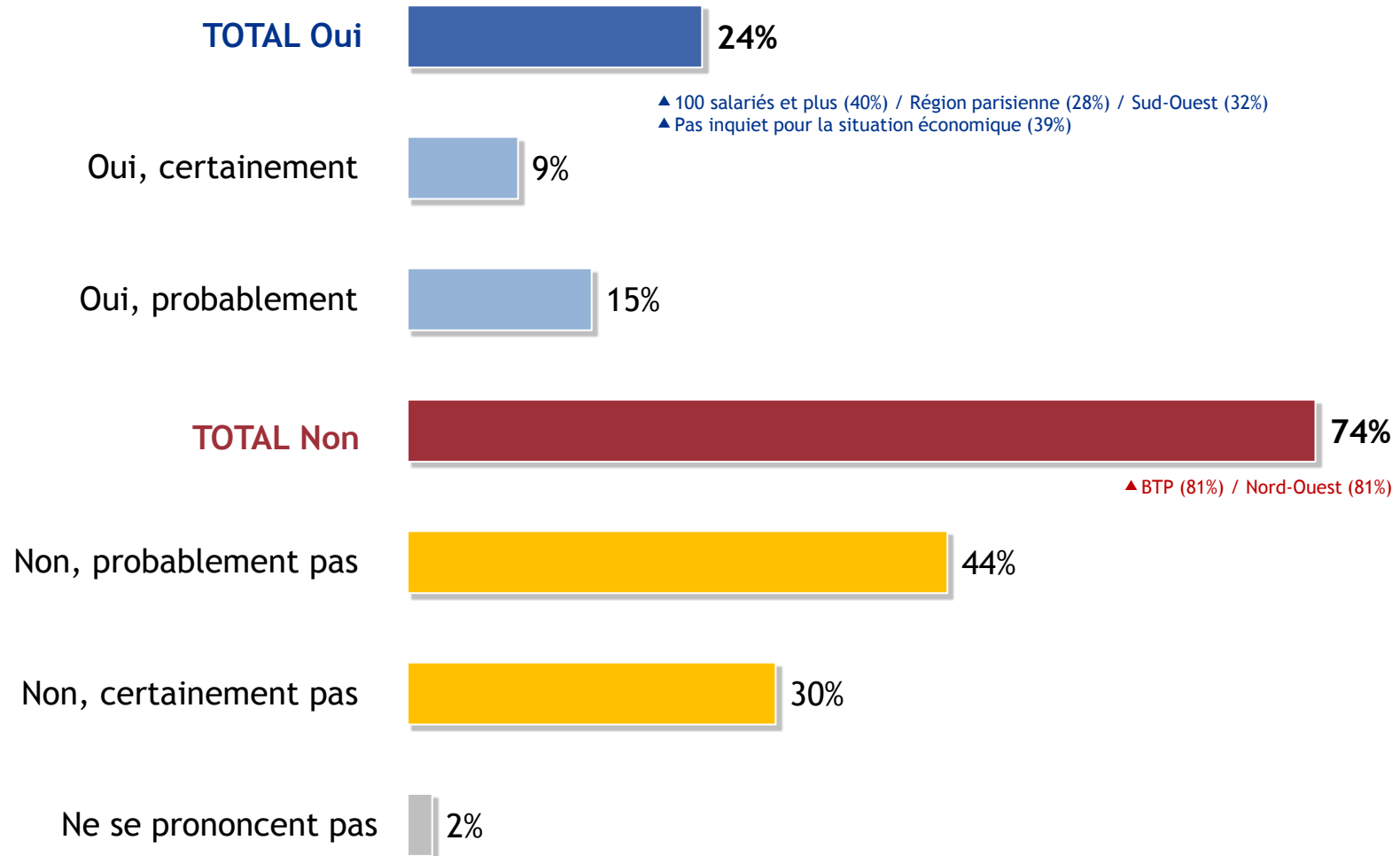
Question : Les virements et prélèvements bancaires vont disparaître au 1er février 2014 sous leur forme actuelle pour être remplacés par des moyens de paiement européens. Selon vous, votre entreprise sera-t-elle prête pour ce changement à cette échéance ??



C | Les jugements sur les récentes mesures fiscales du gouvernement

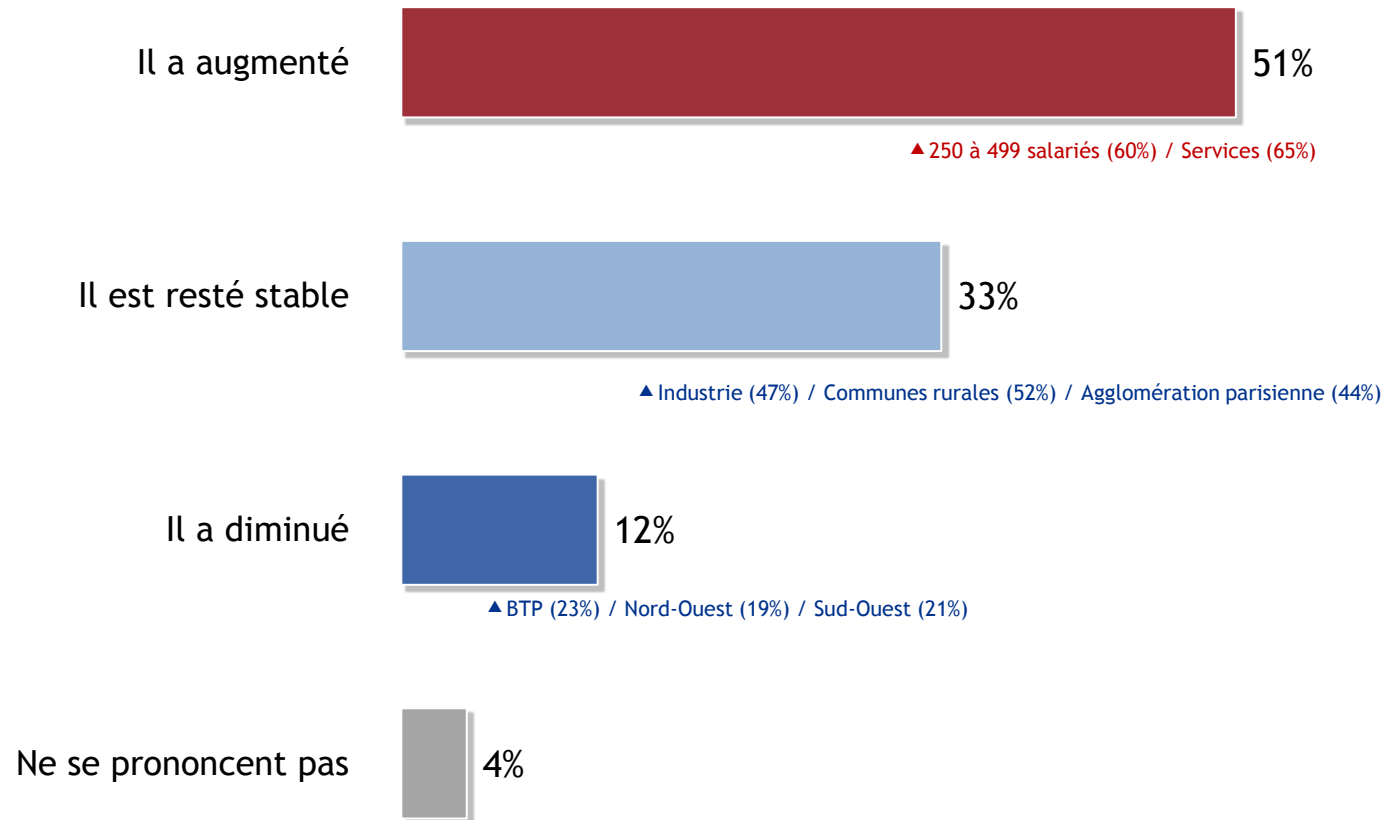
L'impact prévu du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi sur le coût du travail

Question : Selon vous, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi ou CICE, inclus dans le pacte de compétitivité présenté par le gouvernement début novembre, permettra-t-il d'alléger le coût du travail ?



L'impact prévu de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sur son dernier avis d'imposition

Question : La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) a été instaurée par la Loi de Finances pour 2010, en remplacement d'une partie de l'ancienne taxe professionnelle. Au regard de votre dernier avis d'imposition, diriez-vous que le montant de cette cotisation a augmenté, a diminué, ou qu'il est resté stable ?



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L'inquiétude des dirigeants de PME pour l'économie française, qui avait atteint son niveau le plus élevé depuis la création du baromètre en septembre 2012 (91%), est toujours très importante (88%). On constate cependant que la proportion des interviewés se déclarant « tout à fait inquiets » diminue sensiblement (22% contre 28% il y a trois mois). L'industrie (95%) et le BTP (92%) apparaissent plus préoccupés que la moyenne par le contexte conjoncturel (95%).

Les craintes des patrons pour leur activité, bien que moindres que celles relatives à la situation économique, sont toujours majoritaires (58%, +2 points), et se révèlent plus marquées dans l'industrie (64%), les services (64%), ainsi qu'en région parisienne (64%) et dans le Nord est (63%). Les entreprises du commerce (50%) et les structures de plus de 100 salariés (52%) sont moins impactées que l'ensemble des PME.

A cet égard, les hausses sur les coûts des fournisseurs demeurent la difficulté la plus fréquemment rencontrée par les dirigeants interrogés (55%, +2 points), cet obstacle se révélant plus nettement dans l'industrie (60%) et le BTP (62%). **La proportion d'entreprises subissant une baisse de leur chiffre d'affaires continue de progresser et est désormais majoritaire** (53%, soit une hausse de 5 points par rapport à septembre 2012 et de 14 points en un an). 30% d'entre elles doivent encore faire face à des problèmes de trésorerie (-2 points), plus particulièrement dans les services (36%) et au sein de l'agglomération parisienne (42%). 7% rencontrent des difficultés avec leur assureur crédit. Enfin, 9% seulement des dirigeants disent ne connaître aucun obstacle à leur développement actuellement.

L'impact négatif du contexte économique général sur les conditions d'accès aux crédits des PME s'est accru tout au long de l'année, passant de 27% au mois de mars à 33% en décembre 2012 (43% dans le secteur des services).

L'auto-limitation des dirigeants dans les demandes de crédit auprès des banques s'est quant à elle réduite au cours du dernier trimestre 2012 (32%, -4 points par rapport au mois de septembre), après avoir fortement augmenté entre mars et septembre (de 27% à 36%).

Les besoins en financements des entreprises ont diminué par rapport à la rentrée de septembre 2012 : 60% des interviewés déclarent en avoir au moins un (en recul de 9 points depuis trois mois). Parmi eux, 36% souhaitent un ou plusieurs crédits pour leur exploitation (-4 points) et 33% pour réaliser des investissements (-7 points). Cette propension à investir est plus forte dans les structures de plus de 40 salariés (40%), ainsi que dans l'industrie (42%) et les services (46%).

Plus précisément, **les investissements envisagés concernent toujours principalement le remplacement ou l'entretien des matériels ou des locaux** (62%, +12 points en trois mois, à un niveau proche de ceux enregistrés en mars et en juin). L'intention d'acquérir des équipements diminue par rapport à septembre (42%, -6 points), avec un score identique à celui observé fin 2011. On relève ensuite que 26% voudraient obtenir des crédits pour des acquisitions de développement (+5 points par rapport à la dernière vague) et 22% pour réaliser des innovations (-1 point).

En lien logique avec les conséquences défavorables perçues de la crise sur l'accès aux crédits, **les PME sont plus nombreuses à avoir relevé au moins une mesure de durcissement de la part de leur banque (71%, +5 points par rapport au trimestre précédent).** Cette proportion est logiquement plus élevée auprès des patrons ayant des besoins en financements d'exploitation (80%) et / ou d'exploitation (82%).

Dans le détail, 43% ont dû payer des frais élevés ou ont obtenu un montant plus faible que souhaité pour leur prêt (stable). Au même niveau, 42% se sont vus demander des garanties supplémentaires, un score qui progresse de 6 point en 3 mois, atteignant le score le plus important depuis 2009. On observe à l'inverse un recul du nombre de demandes de cofinancements (29%, -3 points) et surtout de réductions de facilités de trésorerie (28%, -8 points). Enfin, plus d'un quart des dirigeants sont toujours confrontés à des délais d'acceptation longs (28%, stable).

Malgré l'accroissement des difficultés rencontrées, les évolutions envisagées par les interviewés dans leurs relations avec leurs banques varient peu : 39% ont l'intention d'examiner les conditions de la concurrence (-2 points par rapport à septembre dernier) et 36% de réexaminer leurs lignes de crédit (+1 point).

Le niveau de préparation des PME au remplacement début 2014 des virements et prélèvements bancaires actuels par des moyens de paiement européens se révèle très encourageant. 75% des dirigeants estiment que leur entreprise sera prête à cette échéance dont 44% certainement.

Les patrons interrogés apparaissent très réservés sur l'impact du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi : 24% seulement jugent qu'il permettra d'alléger le coût du travail. A l'opposé, 74% estiment que cette mesure n'entraînera pas d'effet positif (et même 81% dans le BTP), dont 30% « certainement pas ».

De la même manière, ils témoignent de leur mécontentement face aux effets de l'instauration en 2010 de la Cotisation Foncière des Entreprises. 51% des dirigeants de PME déclarent ainsi que leur niveau d'imposition a augmenté cette année en raison de cette taxe, un score qui atteint 60% dans les structures de 250 à 499 salariés et 65% dans les services. Dans 33% des entreprises, la fiscalité est restée stable, tandis qu'elle a diminué dans 12% d'entre elles (23% dans le BTP).